

"CORESO", société anonyme à 1000 Bruxelles, avenue de Cortenbergh, 71.

Numéro d'entreprise : 0808.569.630 (RPM Bruxelles).

TEXTE COORDONNE DES STATUTS AU 3 MAI 2019

Constituée suivant acte reçu par Daisy DE KEGEL, notaire à Bruxelles, le dix-huit décembre deux mille huit, publié par extraits à l'annexe au Moniteur Belge du trente et un décembre deux mille huit, sous le numéro 08201214, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant procès-verbal dressé par David INDEKEU, notaire à Bruxelles, le dix-neuf novembre deux mille quinze, publié par extraits à l'annexe au Moniteur belge du vingt-deux janvier deux mille seize, sous le numéro 0011659 et suivant procès-verbal dressé par David INDEKEU, notaire à Bruxelles, le vingt-huit octobre deux mille seize, e publié par extraits à l'annexe au Moniteur belge du un décembre deux mille seize, sous le numéro 16164609 et suivant procès-verbal dressé par David INDEKEU, notaire à Bruxelles, le trois mai deux mille dix-neuf, en cours de publication à l'annexe au Moniteur Belge.

Chapitre I. DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - OBJET - DUREE

Article 1 - Forme Juridique - Dénomination.

La société revêt la forme d'une société anonyme. Elle est dénommée: Coreso.

Article 2 - Siège Social.

Le siège social de la société est établi à 1000 Bruxelles, Avenue de Cortenbergh 71. Il peut être transféré dans toute autre localité dans la région de Bruxelles par décision du conseil d'administration.

La société peut établir ou déplacer, par décision du conseil d'administration, des sièges d'exploitation, sièges administratifs, succursales, agences et filiales en Belgique ou à l'étranger.

Article 3 – Objet.

Sans préjudice des missions déléguées exclusivement à chacun des actionnaires en leur qualité de Gestionnaire de Réseau de Transport (Ci-après, 'GRT'), par leurs législations nationales respectives, l'objet de la société est d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en électricité dans les marchés internes appropriés faisant partie de l'initiative Régionale Européenne relative à l'électricité. Pour l'application des présents statuts, les mots "Gestionnaire de Réseau de Transport Européen" et "GRT Européen" signifieront un GRT qui est soit Membre, soit Membre Associé, ou Membre Observateur de la European Network of Transmission System Operators for Electricity ("ENTSO-E"). Les mots "Membre", "Membre Associé" et "Membre Observateur" ont ici la même définition que celle qui leur est donnée dans les statuts de ENTSO-E.

Dans cette optique, l'objet de la société inclut, sans que la liste ci-dessous puisse être considérée comme exhaustive:

- l'amélioration de la coordination des activités opérationnelles entre tous les GRT,
- la facilitation de la prestation de services techniques spécifiques aux GRT et liés à la sécurité d'approvisionnement dans le cadre du développement de l'efficacité des marchés d'électricité,

- l'amélioration de la sécurité et de la fiabilité des systèmes de transport d'électricité dans les zones de contrôle concernées,
- l'étude, l'observation et le partage de diverses situations opérationnelles et de règles de sécurité afin d'aider les GRT à acquérir une vision plus large du système et à anticiper ou résoudre des situations d'urgence,
- la prestation de tous services pertinents comme une analyse de sécurité, coordination, préparation ou analyse ex post de données traitées, événements, et rapports, développement et suivi de recommandations, conseils et alertes à tout opérateur pertinent,
- prêter des services, en ce compris des services de données, dans le cadre des mécanismes du marché de l'électricité,
- toute tâche consistant à conseiller ou supporter une activité liée à ce qui précède,
- le développement d'outils, méthodologies ou systèmes en rapport avec ce qui précède.

La société peut également acquérir tout intérêt par voie de prise de participation, souscription, entreprise commune, ou autrement dans n'importe quelle société ayant un objet similaire ou complémentaire au sien, ou qui peut promouvoir le développement de son propre objet.

La société peut également exécuter toute opération susceptible de faciliter la réalisation de son objet social, notamment l'acquisition, par achat ou par tous autres moyens, la vente, l'échange, l'amélioration, l'équipement, l'aménagement de toute propriété mobilière, corporelle ou incorporelle, ou de toute propriété immobilière. Elle peut également créer toute entreprise commune.

Article 4 - Durée.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - CAPITAL - ACTIONS - OBLIGATIONS

Article 5 - Capital Social.

Le capital social est fixé à un million d'euros (1.000.000 EUR). Il est représenté par quinze mille deux cent dix (15.210) actions avec droit de vote, sans valeur nominale, chaque action représentant une part égale du capital social (1/15.210) qui est entièrement (100%) libéré.

Article 6 - Nature des Titres

Toutes les actions sont et resteront nominatives.

La propriété des actions sera prouvée par l'inscription au registre des actions nominatives. Des certificats constatant les inscriptions seront délivrés aux titulaires des titres. Tout Transfert, tel que défini dans l'article 10.2 ci-après, n'aura d'effet qu'après l'inscription dans le registre des actions nominatives de la déclaration de Transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou leurs représentants.

Les actions sont indivisibles vis-à-vis de la société et doivent demeurer quittes de toute charge qui pourrait les grever, telle que des gages, ou autres restrictions à l'exercice par l'actionnaire inscrit des droits attachés à son titre.

Article 7 - Augmentation de Capital par Apport en Numéraire.

En cas d'augmentation de capital, les nouvelles actions à souscrire en espèces seront présentées en priorité aux propriétaires des actions de capital, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Le droit de souscription préférentiel peut être exercé pendant un délai de minimum quinze jours à dater du jour de l'ouverture de la souscription. Ce délai est déterminé par l'assemblée générale.

L'émission avec droit de souscription préférentiel et le délai dans lequel celui-ci peut être exercé, sont annoncés conformément à l'article 593 du Code des sociétés.

Le droit de souscription préférentiel n'est pas négociable et ne peut être cédé à un autre actionnaire.

A l'expiration du délai durant lequel les droits de souscription

préférentiels peuvent être exercés, le conseil d'administration aura le droit de décider si les droits de souscription préférentiels n'ayant pas ou n'ayant été que partiellement exercés, reviendront aux actionnaires existants qui ont déjà exercé leurs droits. Le conseil d'administration détermine les modalités de cette souscription.

L'assemblée générale peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel, dans l'intérêt social, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour une modification des statuts.

Dans ce cas, il est expressément fait mention de cette proposition dans les convocations, et le conseil d'administration ainsi que le commissaire ou à défaut, un réviseur d'entreprises, ou un expert-comptable externe, désigné par le conseil d'administration, doit établir les rapports prévus par l'article 596 du Code des sociétés. Ces rapports doivent être mentionnés à l'ordre du jour et annoncés aux actionnaires.

En cas de limitation ou de suppression du droit de souscription préférentiel, l'assemblée générale peut prévoir qu'une priorité sera donnée aux actionnaires existants lors de l'attribution des nouvelles actions. Dans ce cas, la période de souscription doit avoir une durée de dix jours.

Quand le droit de souscription préférentiel est limité ou supprimé en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de l'une de ses filiales, les conditions prévues à l'article 598 du Code des sociétés doivent être respectées.

Article 8 - Augmentation de Capital par Apport en Nature.

Nonobstant l'article 448, 2° du Code des sociétés, les apports en nature doivent être entièrement libérés au moment de la souscription.

Article 9 - Appels de Fonds.

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées doivent être faits aux lieux et aux dates décidés souverainement par le conseil d'administration. L'exercice des droits sociaux afférents à ces

actions est suspendu aussi longtemps que les versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Article 10 - Cession d'Actions.

10.1. Le terme « cession » ou « Transfert » utilisé dans le présent article 10.1 a la même signification que le terme « Cession » ou « Transfert » défini dans l'article 10.2.

Le Transfert de (i) toutes les actions d'un actionnaire (ii) à une entité contrôlée à 98% ou plus par cet actionnaire (« l'Entité Totalement Contrôlée ») n'est pas soumis aux autres restrictions de Cession prévues dans le présent article 10, à la condition que l'Entité Totalement Contrôlée accepte préalablement par écrit d'être solidairement et conjointement responsable à l'égard de la société de tout contrat avec la société auquel le cédant est partie. Cet engagement sera notifié à la société avec la notification du Transfert d'actions. L'Entité Totalement Contrôlée ne doit pas avoir des activités de GRT. Le cédant doit garantir que l'Entité Totalement Contrôlée lui recède les actions cédées ou les cède à une autre Entité Totalement Contrôlée du cédant immédiatement avant que l'Entité Totalement Contrôlée ne cesse d'être une Entité Totalement Contrôlée du cédant.

10.2. Les cessions à titre onéreux ou à titre gratuit et les cessions d'actions sous toute autre forme, notamment des cessions d'entreprise, offres, fusions, absorptions, scissions, cessions de branche d'activités, échanges, ventes publiques - particulièrement suite à une saisie ou un gage - et toutes autres cessions ainsi que la création de tout droit réel, de quelque nature que ce soit (les « Cessions » ou les « Transferts »), portant sur les actions en question, seront soumises aux restrictions établies ci-après et ci-avant dans le présent article 10.

10.2.a) En général

Etant donné l'objet de la société et le fait que celui-ci

est lié à des missions déléguées à ses actionnaires par leurs autorités nationales respectives, les actions de la société ne peuvent être Cédées qu'à d'autres sociétés ayant elles-mêmes des activités de Gestionnaire de Réseau de Transport Européen.

Il est précisé que toute entrée d'un nouvel actionnaire entraînera, sauf accord contraire de tous les actionnaires existants, une dilution proportionnelle des actionnaires existants.

10.2.b) Approbation du cessionnaire par le conseil d'administration

Tout actionnaire proposant de Céder ses actions conformément à l'article 10.2.a) doit en informer le conseil d'administration, en indiquant le nom et le siège social ou, le cas échéant, le siège administratif du cessionnaire, ainsi que le nombre d'actions à céder, toutes les conditions applicables à la Cession envisagée et le prix offert. L'offre écrite faite par le cessionnaire proposé, qui doit également indiquer le prix offert, doit être annexée à la notification susvisée au conseil d'administration.

Dans un délai d'un mois suite à la réception de ladite notification par le conseil d'administration, celui-ci doit décider s'il agrée le cessionnaire proposé ou non. Le conseil d'administration décidera à l'unanimité.

La décision sera immédiatement notifiée à l'actionnaire cédant. En cas de refus d'agrément, le conseil d'administration doit motiver sa décision dans la notification du conseil. En cas d'absence de notification à l'actionnaire cédant de la décision prise par le conseil d'administration dans un délai de deux mois à compter de la notification au conseil d'administration de la demande d'agrément, le conseil d'administration sera réputé avoir donné son agrément à la

Cession.

Afin d'éviter toute incertitude, il est précisé que le fait qu'un actionnaire propose de transférer certaines de ses actions conformément à l'article 10.2.a) et conformément à la procédure prévue dans cet article 10.2.b), n'oblige pas les autres actionnaires à transférer une ou plusieurs de leurs actions au cessionnaire proposé, s'ils ne le souhaitent pas.

10.2.c) Droit de préemption

En cas de non-agrément du cessionnaire proposé et si la Cession n'est pas abandonnée, les actions seront offertes par préférence aux autres actionnaires conformément aux dispositions et procédure suivantes et sous réserve de l'abandon de la Cession proposée qui pourra être valablement notifié par l'actionnaire cédant au conseil d'administration dans un délai d'un mois à compter de la notification faite en vertu de l'article 10.2.c.i.):

i) Dans un délai d'un mois à compter de la décision de refus d'agrément du conseil d'administration, le conseil d'administration informera tous les actionnaires qu'ils sont autorisés à exercer un droit de préemption, en indiquant le nombre d'actions offertes ainsi que le prix de Cession, déterminé conformément aux dispositions du paragraphe viii, ci-après.

ii) Dans un délai d'un mois à compter de la notification susvisée, les actionnaires susvisés informeront le conseil d'administration s'ils souhaitent exercer le droit de préemption, en indiquant le nombre d'actions qu'ils souhaitent acquérir.

iii) Si le nombre d'actions, pour lesquelles le droit de préemption a valablement été exercé, est inférieur au nombre d'actions offertes, le conseil d'administration en

informera les actionnaires endéans les deux semaines et indiquera le nombre d'actions pour lesquelles le droit de préemption n'a pas été exercé. Les actionnaires susvisés disposeront, à partir de la date de la notification susmentionnée, d'un nouveau délai d'un mois endéans lequel, s'ils le souhaitent, ceux-ci pourront faire une offre pour ces actions.

iv) Le conseil d'administration peut également indiquer des parties tierces, agréées par lui à la majorité absolue, qui peuvent acquérir les actions non sollicitées par les actionnaires après l'expiration du délai précité au paragraphe viii, au prix déterminé conformément aux dispositions du paragraphe viii ci-après.

v) Si le nombre d'actions, pour lesquelles le droit de préemption est finalement exercé, demeure inférieur au nombre d'actions offertes, l'actionnaire cédant peut, comme il / elle le juge opportun, accepter de conclure une Cession pour le nombre d'actions demandées, céder ses actions à la personne mentionnée dans la notification faite au conseil d'administration -dans le respect des conditions qui y sont contenues ou, le cas échéant, abandonner son offre.

vi) Si le nombre d'actions, pour lesquelles le droit de préemption a valablement été exercé, est égal au nombre d'actions offertes, le conseil d'administration en informera le cédant-actionnaire ainsi que les cessionnaires et la Cession sera conclue par l'effet de cette double notification.

vii) Si le nombre d'actions, pour lesquelles le droit de préemption a valablement été exercé, est supérieur au nombre d'actions offertes, celles-ci seront réparties entre les actionnaires, souhaitant les acquérir, proportionnellement au nombre d'actions détenues par ces derniers. Le conseil

d'administration effectuera ladite répartition sans tenir compte des fractions. Il en informera les parties concernées et cette notification aura pour effet de conclure la Cession.

viii) Le prix des actions de la société, pour les besoins de l'exercice du droit de préemption, sera égal à une juste valeur de marché. Si aucun accord n'était atteint quant à la juste valeur de marché des actions ou sur une méthode appropriée de calcul d'une telle valeur, le prix des actions offertes sera déterminé conformément à l'article 1592 du Code civil belge, à savoir par un expert désigné par le conseil d'administration et l'actionnaire cédant ou en cas de désaccord, par le président de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

ix) Le prix doit être payé dans un délai d'un mois à compter de la conclusion de la Cession, à moins qu'un autre délai ne soit convenu par les parties. Le Transfert de la propriété sur les actions ne sera réalisé qu'après le paiement complet du prix de celles-ci. Si le prix n'est pas payé endéans le délai précité, la Cession sera automatiquement résiliée, sans mise en demeure concernant l'inexécution contractuelle, par le seul effet de l'expiration du délai précité, à moins que le cédant ne préfère poursuivre l'exécution forcée de la Cession. Les actions, dont la Cession a été résiliée, seront à nouveau offertes par préférence aux actionnaires, à l'initiative du conseil d'administration, conformément à la procédure prévue ci-dessus, par laquelle le cessionnaire défaillant ne pourra plus participer aux procédures d'offres.

x) Les actions, pour lesquelles aucun droit de préemption n'aura valablement été exercé, peuvent librement être Cédées par l'actionnaire cédant au cessionnaire indiqué par celui-ci dans sa notification au

conseil d'administration, dans le respect des conditions qui y sont contenues, et conformément à l'article 10.2.a). La Cession doit avoir lieu dans un délai d'un mois à compter de toute notification, qui peut avoir été faite par l'actionnaire cédant, que le droit de préemption n'a pas été exercé, soit en partie ou en totalité. En cas de Cessions à titre gratuit, la Cession doit avoir lieu endéans le même délai en faveur du cessionnaire mentionné dans la notification au conseil d'administration. Le conseil d'administration peut demander à l'actionnaire de fournir la preuve que cette condition a été remplie. Suite à l'expiration du délai stipulé dans cet article, toute nouvelle Cession doit être précédée par la procédure d'offre prévue dans cet article 10.2.

xi) Un refus d'agréer une tierce partie sera, en tout état de cause, réputé avoir été abandonné si le conseil d'administration n'a pas informé l'actionnaire cédant sur l'identité des cessionnaires pour les actions offertes, et ce dans un délai maximum de cinq mois à compter de la demande d'agrément notifiée à la société par l'actionnaire cédant, sauf si le cédant a abandonné la proposition de Cession. La Cession en faveur du cessionnaire, mentionné dans la notification au conseil d'administration, doit, dans ce cas, avoir lieu endéans un délai d'un mois suite à l'expiration dudit délai de cinq mois et aux conditions contenues dans la notification au conseil d'administration.

10.2.d) Notifications et sanctions

Toutes notifications faites en application de cet article 10 seront faites par courrier recommandé, dont la date de dépôt fera foi. Les notifications sont réputées avoir été reçues endéans les 72 heures suivant l'envoi. Les lettres peuvent valablement être adressées aux actionnaires à leur dernière

adresse connue par la société. Les Cessions faites en violation des dispositions prévues dans cet article sont nulles et/ou sont inopposables à la société.

Article 11 - Actions Sans Droit de Vote.

Conformément aux articles 480,481 et 482 du Code des sociétés, la société peut, statuant aux conditions requises pour les modifications aux statuts, créer des actions sans droit de vote.

Article 12- Obligations, Droits de Souscription et Certificats.

La société peut, à tout moment, émettre des obligations par décision du conseil d'administration, à condition, cependant, que lesdites obligations ne puissent être souscrites que par les actionnaires et soient d'abord offertes pour souscription proportionnellement à la participation de chacun des actionnaires. L'émission d'obligations convertibles en actions ou de droits de souscription ne peut toutefois être décidée que par l'assemblée générale délibérant comme en matière de modifications aux statuts.

Chapitre III. ADMINISTRATION ET CONTROLE

Article 13 - Composition du conseil d'administration.

La société est administrée par un conseil d'administration, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés pour au moins deux ans et au maximum six ans par l'assemblée générale et en tout temps révocables par elle.

Le conseil d'administration ne sera jamais composé de plus de 14 membres, sauf accord contraire écrit de tous les actionnaires.

Le conseil d'administration est composé comme suit: tout actionnaire détenant 10 % ou plus des actions dans la société, aura le droit d'obtenir la nomination de deux administrateurs parmi les candidats qu'il propose.

Cependant, en déviation de la phrase précédente,

- tout actionnaire détenant 25 % ou plus des actions dans la société aura le droit d'obtenir la nomination de trois

administrateurs parmi les candidats qu'il propose; et

- tout actionnaire détenant 35 % ou plus des actions dans la société aura le droit d'obtenir la nomination de quatre administrateurs parmi les candidats qu'il propose.

Tout actionnaire détenant 5 % ou plus des actions aura le droit d'obtenir la nomination d'un administrateur parmi les candidats qu'il propose. Deux ou plus de deux actionnaires détenant chacun moins de 5 % des actions dans la société auront ensemble le droit d'obtenir la nomination d'un administrateur commun parmi les candidats qu'ils proposent conjointement, à condition que, ensemble, ces actionnaires détiennent 5 % ou plus des actions dans la société. Les actionnaires demandant un administrateur commun adresseront leur demande au Président du conseil et renonceront chacun à leur droit d'avoir un observateur.

Tout actionnaire détenant moins de 5 % des actions dans la société et n'ayant pas nommé d'administrateur commun avec un autre actionnaire détenant moins de 5 % des actions dans la société, sera autorisé à obtenir la nomination d'un observateur qui pourra assister, sans droit de vote, aux réunions du conseil d'administration, à la condition que l'identité de cet observateur ait préalablement été soumise à l'approbation du et ait été approuvée par le conseil d'administration. L'observateur sera tenu à la même obligation de confidentialité qu'un administrateur.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner parmi ses associés, gérants, administrateurs ou employés, un représentant permanent, personne physique, chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propres. Les administrateurs sont rééligibles. L'administrateur dont le mandat est venu à expiration, reste en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale, pour quelque raison

que ce soit, ne pourvoit pas au poste vacant. En cas de vacance prématurée, pour quelque raison que ce soit, d'un poste d'un administrateur qui a été nommé sur proposition d'un actionnaire avant l'expiration de son terme, les administrateurs restants coopteront un administrateur à partir d'une liste de candidats-administrateurs proposées par l'actionnaire qui a proposé l'administrateur à remplacer. La nomination définitive de l'administrateur à remplacer sera mise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale. Tout administrateur ainsi nommé par l'assemblée générale exercera son mandat d'administrateur pour le délai restant à courir de la nomination de l'administrateur qu'il remplace.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président pour une durée minimum de deux ans. Le président sera nommé à tour de rôle parmi les administrateurs nommés sur proposition de chaque actionnaire.

Article 14 - Réunions - Délibérations et Résolutions.

Dans les présents statuts, « jour ouvrable » signifie un jour autre que le samedi, le dimanche ou un jour férié en Belgique et « jour férié » signifie un jour férié en Belgique.

Le conseil se réunit sur convocation de son président, du vice-président, d'un administrateur délégué ou de deux administrateurs. La convocation doit être envoyée au moins (14) quatorze jours calendrier avant la réunion, sauf en cas d'urgence. En cas d'urgence, la nature et les raisons de l'urgence doivent être indiquées dans la convocation.

Les convocations sont valablement effectuées par écrit, par téléfax, e-mail ou tout autre moyen mentionné à l'article 2281 du Code civil.

Tout administrateur qui assiste à une réunion du conseil, ou s'y est fait représenter, est considéré comme ayant été régulièrement convoqué. Un administrateur peut également renoncer à se plaindre de l'absence ou d'une irrégularité de convocation avant ou après la réunion à laquelle il n'a pas assisté.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent en Belgique ou

à l'étranger au lieu indiqué dans la convocation.

Tout administrateur peut, au moyen d'un document qui porte sa signature (y compris une signature digitale conformément à l'article 1322, alinéa 2 du Code civil) et qui a été communiqué par écrit, par téléfax, e-mail ou tout autre moyen mentionné à l'article 2281 du Code civil, donner mandat à un autre membre du conseil afin de le représenter à une réunion déterminée. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues et émettre, en plus de sa propre voix, autant de votes qu'il a reçus de procurations.

Sauf cas de force majeure, le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres, en ce compris au moins un administrateur nommé sur proposition de chacun des actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société, sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle réunion avec le même ordre du jour doit être convoquée dans les sept (7) jours ouvrables. Cette nouvelle réunion ne délibérera et statuera valablement sur les objets portés à l'ordre du jour de la réunion précédente que si quatre administrateurs au moins sont présents ou représentés, en ce compris au moins trois administrateurs nommés sur proposition de trois actionnaires différents détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

Une décision du conseil d'administration est prise, au premier tour, à l'unanimité des votes exprimés des administrateurs présents ou représentés. Lorsqu'une telle décision ne peut être prise pendant le premier tour en raison d'un manque de quorum ou pour toute autre raison, cette décision sera prise valablement à la condition que la décision rassemble plus de 70 % des voix, en ce compris le vote positif d'au moins trois membres qui ont été nommés sur proposition de trois actionnaires différents détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

En tout état de cause, les abstentions ne sont pas considérées comme des votes exprimés.

Par dérogation aux deux paragraphes précédents, toute décision du conseil d'administration relative (i) aux prêts accordés aux nouveaux actionnaires et (ii) aux financements externes non prévus dans le plan financier de la société et non compris dans le cours normal des affaires, ne peut être prise valablement que si (a) au moins un administrateur nommé sur proposition du chaque actionnaire détenant 10% ou plus des actions dans la société est présent ou représenté et (b) elle est votée à l'unanimité.

Pour les besoins du présent article, la force majeure aura la signification suivante: toute circonstance d'une extrême urgence en raison de laquelle la société souffrirait un dommage considérable si elle ne prenait pas la décision immédiatement.

Le conseil d'administration peut se réunir par voie de conférence téléphonique, vidéoconférence ou e-mail.

Dans des cas exceptionnels, dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux qui sont signés par le président, le secrétaire et les membres qui le désirent. Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux de la réunion pour laquelle elles ont été données.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs seront valablement signés par le président, l'administrateur délégué, deux administrateurs ou par le secrétaire du conseil d'administration.

Article 15 - Pouvoir de Gestion du conseil.

15.1. En général

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de

l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

15.2. Comités consultatifs

Le conseil d'administration peut créer sous sa responsabilité un ou plusieurs comités consultatifs.

Il décrit leur composition et leur mission.

15.3. Gestion journalière et possibilité de nommer un comité de direction

La gestion journalière de la société sera déléguée à un directeur général, qui portera le titre de Chief Executive Officer (CEO), et le cas échéant, à un responsable des opérations, qui portera le titre de Chief Operation Officer (COO). Le CEO et le COO auront tous les deux des pouvoirs de gestion journalière définis largement, le pouvoir d'agir seul ainsi que de représenter la société individuellement, dans les limites de la gestion journalière.

Les décisions qui dépassent un certain montant, prises par le conseil d'administration, devront être prises conjointement par le directeur général et le responsable des opérations, si un COO est nommé.

La gestion journalière de la société peut être déléguée à un/des administrateur(s) ou à un/des non administrateur(s).

Conformément à l'article 524bis du Code des sociétés, le conseil d'administration peut déléguer l'exécution de son plan d'affaires, de la politique définie par lui, des décisions prises par lui ainsi que la gestion journalière à un comité de direction, sans pour autant que cette délégation puisse porter sur la politique générale de la société ou sur l'ensemble des actes réservés au conseil d'administration en vertu d'autres dispositions de la loi.

La création du comité de direction, la rémunération, la durée de la nomination et la révocation de ses membres sont déterminés par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est chargé du contrôle du comité de

direction.

Sans préjudice des dispositions du Code des sociétés, si un membre du comité de direction a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou une opération relevant du comité de direction, il doit le communiquer aux autres membres avant la délibération.

Article 16 - Représentation de la société.

La société est valablement représentée vis-à-vis des tiers, en justice et dans les actes, y compris ceux pour lesquels le concours d'un officier ministériel ou d'un notaire serait requis, par les personnes chargées de la gestion journalière agissant conjointement ou par deux administrateurs agissant conjointement, dont au moins un aura été nommé sur proposition d'un actionnaire détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

La société est en outre, dans les limites de leur mandat, valablement représentée par des mandataires spéciaux.

De plus, la société peut être valablement représentée par toute personne mandatée spécialement à cet effet par le conseil d'administration.

Article 17 - Frais des Administrateurs.

Les administrateurs seront indemnisés des dépenses normales et justifiées exposées dans l'exercice de leur fonction. Ces frais seront portés en compte des frais généraux.

Article 18 - Contrôle.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs commissaires.

Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans.

Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être révoqués en

cours de mandat que par l'assemblée générale et pour un juste motif.

Chapitre IV. ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Article 19 - Date.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le troisième jeudi du mois d'avril à onze heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale a lieu le jour ouvrable suivant.

Une assemblée générale des actionnaires extraordinaire ou spéciale peut être convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Les assemblées générales des actionnaires peuvent être convoquées par le conseil d'administration ou par les commissaires et doivent l'être sur la demande d'actionnaires représentant un cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires ou spéciales se tiennent au siège social de la société ou en tout autre endroit mentionné dans la convocation, ou autrement.

Article 20 - Convocation.

Les convocations contenant l'ordre du jour sont effectuées par courrier recommandé ou par télécopie (avec un accusé de réception) et sont envoyées - quinze jours avant l'assemblée - aux titulaires d'actions nominatives, aux administrateurs, aux commissaires, aux obligataires, aux titulaires de droits de souscription et aux titulaires de certificats nominatifs.

Toute personne devant être convoquée à une assemblée générale, en vertu du Code des sociétés, qui assiste à une assemblée générale ou s'y est fait représenter, est considérée comme ayant été régulièrement convoquée.

La personne précitée peut également renoncer à se plaindre de l'absence ou d'une irrégularité de convocation avant ou après la tenue de l'assemblée à laquelle elle n'a pas assisté.

Article 21 - Mise à Disposition de Documents.

Une copie des documents qui doivent être mis à disposition des

actionnaires nominatifs, des administrateurs et des commissaires en vertu du Code des sociétés est adressée en même temps que la convocation aux administrateurs et aux commissaires.

Tout actionnaire, obligataire, titulaire d'un droit de souscription ou titulaire d'un certificat émis avec la collaboration de la société a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée générale, une copie de ces documents au siège social de la société.

En cas de recours à la procédure par écrit, conformément à l'article 33 des présents statuts, le conseil d'administration adressera, en même temps que la convocation dont question dans le précédent article, aux actionnaires nominatifs et aux commissaires une copie des documents qui doivent être mis à leur disposition en vertu du Code des sociétés.

Article 22 - Dépôt des Titres.

Pour être admis à l'assemblée générale, chaque actionnaire doit, si la convocation l'exige, et ce au moins huit jours ouvrables avant la tenue de l'assemblée, faire connaître par écrit adressé au conseil d'administration son intention de participer à l'assemblée générale.

Les titulaires d'obligations, de droits de souscription et de certificats émis en collaboration avec la société peuvent assister à l'assemblée générale, mais avec voix consultative uniquement, en respectant les conditions d'admission prévues.

Les samedis, dimanches et les jours fériés ne sont pas considérés comme des jours ouvrables pour l'application de cet article.

Article 23 - Représentation.

Tout actionnaire peut donner procuration à une autre personne, actionnaire ou non, pour le représenter à une réunion de l'assemblée.

Les procurations doivent porter une signature (en ce compris une signature digitale conformément à l'article 1322, alinéa 2 du Code civil).

Les procurations doivent être communiquées par écrit, par télécopie, par e-mail ou tout autre moyen mentionné à l'article 2281 du

Code civil et sont déposées sur le bureau de l'assemblée.

En outre, le conseil d'administration peut exiger que celles-ci soient déposées trois jours ouvrables avant l'assemblée à l'endroit indiqué par lui.

Les samedis, dimanches et les jours fériés ne sont pas considérés comme des jours ouvrables pour l'application de cet article.

Article 24 - Liste de Présence.

Avant de participer à l'assemblée, les actionnaires ou leurs mandataires sont tenus de signer la liste de présence, laquelle mentionne le nom, les prénoms et l'adresse ou la dénomination sociale et le siège social des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent.

Article 25 - Composition du Bureau – Procès-verbaux.

Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par son remplaçant ou par un membre de l'assemblée désigné par celle-ci.

Le président de l'assemblée nomme le secrétaire.

Si le nombre de personnes présentes le permet, sur proposition du président l'assemblée, l'assemblée choisit deux scrutateurs.

Les procès-verbaux des assemblées sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent. Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial.

Article 26 - Obligation de Réponse des Administrateurs et des Commissaires.

Les administrateurs répondent aux questions relatives à leur rapport ou aux points portés à l'ordre du jour qui leur sont posées par les actionnaires, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter gravement préjudice à la société, aux actionnaires ou au personnel de la société.

Les commissaires répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport.

Article 27 - Prorogation de l'Assemblée Annuelle.

Le conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, à

trois semaines la décision de l'assemblée annuelle concernant l'approbation des comptes annuels. Cette prorogation n'annule que la décision éventuellement prise à propos des comptes et n'affecte pas les autres décisions prises, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

Le conseil d'administration doit convoquer une nouvelle assemblée générale ayant le même ordre du jour dans les trois semaines suivant la décision de prorogation.

Les formalités relatives à la participation à la première assemblée générale, y compris le dépôt éventuel des titres ou procurations, restent valables pour la deuxième assemblée. De nouveaux dépôts seront admis dans la période et selon les conditions mentionnées dans les statuts.

Il ne peut y avoir qu'une seule prorogation. La deuxième assemblée générale décide de manière définitive sur les points à l'ordre du jour ayant fait l'objet d'une prorogation.

Article 28 – Délibération · Quorum de Présence.

Aucune assemblée ne peut délibérer sur un sujet qui n'est pas annoncé à l'ordre du jour, à moins que tous les actionnaires soient présents et qu'ils le décident à l'unanimité.

A l'exception des cas où un quorum plus sévère est requis par la loi, l'assemblée générale des actionnaires peut valablement délibérer si plus de la moitié des actions est présente ou représentée, en ce compris tous les actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée doit être convoquée à nouveau dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la première assemblée et peut alors valablement délibérer sur le même ordre du jour si plus de la moitié des actions sont présentes ou représentées, en ce compris trois actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

Article 29 - Droit de Vote.

Chaque action donne droit à une voix. Le vote se fait par main levée ou par appel nominal sauf si l'assemblée générale en décide autrement à la majorité simple des voix émises. Chaque actionnaire peut également

voter au moyen d'un formulaire établi par le conseil d'administration, qui contient les mentions suivantes: (i) identification de l'actionnaire, (ii) le nombre de voix auquel il a droit et (iii) et pour chaque décision qui doit être prise selon l'ordre du jour de l'assemblée, la mention «oui» ou «non» ou «abstention».

L'actionnaire qui vote par écrit sera prié, le cas échéant, de remplir les formalités nécessaires en vue de participer à l'assemblée générale conformément à l'article 22 des statuts.

Article 30 - Majorité.

Sans préjudice de l'article 31 des statuts de la société et sans préjudice de dispositions plus contraignantes du Code des sociétés, les décisions sont prises, au premier tour, à la majorité des 70 % des voix exprimées, en ce compris le vote positif d'au moins deux actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

Lorsqu'une décision ne peut être prise pendant le premier tour en raison d'un défaut de quorum, la décision sera prise valablement à une assemblée ultérieure si elle rassemble plus de la moitié des voix exprimées, en ce compris le vote positif d'au moins deux actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

En tout état de cause, les abstentions ne seront pas prises en compte.

Article 31-Assemblée Générale Extraordinaire.

Lorsque la décision de l'assemblée générale des actionnaires porte sur:

- une scission (partielle) de la société;
- une modification des statuts;
- une réduction du capital;
- le rachat, la vente ou l'annulation d'actions propres;

ou

- la transformation de la société;

l'assemblée générale des actionnaires peut uniquement délibérer

valablement sur les sujets mentionnés ci-dessus si 75 % des actions sont présentes ou représentées et à la condition qu'au moins tous les actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société soient présents ou représentés à l'assemblée.

Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée doit être convoquée à nouveau dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la première réunion et pourra délibérer valablement sur le même ordre du jour si plus de la moitié des actions sont présentes ou représentées, à condition que trois actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société soient présents ou représentés.

Les décisions sont prises valablement au premier tour si elles atteignent 75 % des voix, en ce compris le vote positif de tous les actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

Lorsqu'une telle décision ne peut être prise au premier tour en raison d'un défaut de quorum, la décision sera prise valablement à une assemblée ultérieure si elle atteint 75 % des voix, en ce compris le vote positif d'au moins trois actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société. Les abstentions seront considérées comme un vote négatif.

Nonobstant ce qui précède, toute décision relative (i) au transfert du siège social, (ii) à la modification de l'objet social, (iii) à la suppression ou la limitation totale ou partielle d'un droit de souscription préférentiel, (iv) à l'augmentation du capital (en ce compris l'émission d'actions en dessous du pair comptable, l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription, l'autorisation au conseil d'administration de procéder à une augmentation de capital par la procédure de capital autorisé), (v) à la fusion de la société, (vi) à la dissolution ou la liquidation de la société et (vii) toute autre décision pour laquelle le droit belge requiert le consentement de tous les actionnaires, le vote positif de tous les actionnaires détenant 10 % ou plus des actions dans la société.

Article 32 - Résolutions écrites.

A l'exception des décisions qui doivent être passées par un acte authentique, les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale.

A cette fin, le conseil d'administration enverra une circulaire, par courrier, télécopie, e-mail ou tout autre support, avec mention de l'agenda et des propositions de décisions, à tous les actionnaires et commissaires, demandant aux actionnaires d'approuver les propositions de décisions et de renvoyer la circulaire dûment signée dans le délai y indiqué, au siège de la société ou en tout autre lieu indiqué dans la circulaire.

Les décisions doivent être considérées comme n'ayant pas été prises si l'approbation de tous les actionnaires concernant les points de l'agenda et la procédure par écrit n'est pas reçue dans le délai y indiqué.

Les obligataires, titulaires de droits de souscription ou titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société ont le droit de prendre connaissance des décisions prises au siège de la société.

Article 33 - Copies et Extraits des Procès-verbaux.

Les copies et/ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales à délivrer aux tiers sont signées par le président du conseil d'administration, par un administrateur délégué, par deux administrateurs ou par le secrétaire du conseil d'administration.

Leur signature doit être précédée ou suivie immédiatement par l'indication de la qualité en vertu de laquelle ils agissent.

Chapitre V. EXERCICE SOCIAL- COMPTES ANNUELS – DIVIDENDES - REPARTITION DES BENEFICES

Article 34 - Exercice Social - Ecritures Sociales.

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels de la société comprenant un bilan, le compte de résultats ainsi que l'annexe. Ces documents sont établis conformément à la loi et déposés à la Banque Nationale de

Belgique.

En vue de leur publication, les comptes sont valablement signés par un administrateur ou par toute autre personne chargée de la gestion journalière, ou expressément autorisée à cet effet par le conseil d'administration.

Les administrateurs établissent en outre annuellement un rapport de gestion conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés. Toutefois, les administrateurs ne sont pas tenus de rédiger un rapport de gestion si la société répond aux critères prévus à l'article 94, premier alinéa, 10 du Code des sociétés.

Article 35 - Répartition des Bénéfices.

Sur les bénéfices nets de la société, il est effectué annuellement un prélèvement de cinq pour cent au moins qui est affecté à la constitution de la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale décide de l'affectation à donner au solde des bénéfices nets.

Article 36 - Distribution.

Le paiement des dividendes déclarés par l'assemblée générale des actionnaires se fait aux époques et aux endroits désignés par elle ou par le conseil d'administration.

Article 37 - Acompte sur dividende.

Le conseil d'administration est autorisé à distribuer un acompte à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice, conformément aux conditions prescrites par l'article 618 du Code des sociétés.

Article 38 - Distribution Irrégulière.

Toute distribution de dividende, faite en violation de la loi, doit être restituée par l'actionnaire qui l'a reçue, si la société prouve que cet actionnaire connaissait l'irrégularité de la distribution faite en sa faveur ou

ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances.

Chapitre VI. DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 39 - Pertes.

a) Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales ou statutaires, en vue de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour les modifications des statuts, de la dissolution éventuelle de la société et éventuellement d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Le conseil d'administration justifie ses propositions dans un rapport spécial tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société, quinze jours avant l'assemblée générale.

b) Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.

c) Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum fixé par l'article 439 du Code des sociétés, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution de la société.

Le tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation.

Article 40 - Dissolution et Liquidation.

En cas de dissolution de la société, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale.

Si aucune décision n'est prise à cet égard, les administrateurs sont légalement considérés comme liquidateurs, non seulement pour les besoins de recevoir des convocations et notifications, mais également pour les besoins de liquidation de la société, tant vis-à-vis des tiers que vis-à-vis des actionnaires.

Conformément aux dispositions du Code des sociétés, les

liquidateurs n'entrent en fonction qu'après confirmation par le tribunal de commerce compétent de leur nomination par l'assemblée générale.

Sauf dans les cas où l'acte de nomination en décide autrement, les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus prévus par la loi.

L'assemblée générale établit la méthode de liquidation. Tous les actifs de la société seront réalisés, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent l'équilibre, soit par des appels de fonds complémentaires, soit par des remboursements préalables.

Article 41 - Réunion de Toutes les Actions Entre les Mains d'une seule Personne.

La réunion de toutes les actions entre les mains d'une seule personne n'entraîne ni la dissolution de plein droit ni la dissolution judiciaire de la société.

Si dans un délai d'un an, un nouvel actionnaire n'est pas entré dans la société ou si celle-ci n'est pas régulièrement transformée en société privée à responsabilité limitée ou dissoute, l'actionnaire unique est réputé caution solidaire de toutes les obligations de la société nées après la réunion de toutes les actions entre ses mains jusqu'à l'entrée d'un nouvel actionnaire dans la société ou la publication de sa transformation en société privée à responsabilité limitée ou de sa dissolution.

L'indication de la réunion de toutes les actions entre les mains d'une personne ainsi que l'identité de cette personne doivent être mentionnées dans le dossier de la société ouvert au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social.

L'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'actionnaire unique agissant en lieu et place de l'assemblée générale sont consignées dans un registre tenu au siège social.

Les contrats conclus entre l'actionnaire unique et la société sont,

sauf en ce qui concerne les opérations courantes conclues dans des conditions normales, inscrits dans un document à déposer en même temps que les comptes annuels.

Chapitre VII. DISPOSITIONS GENERALES

Article 42 - Election de Domicile.

Les détenteurs d'actions nominatives sont obligés de notifier tout changement de domicile à la société. A défaut de notification, ils seront censés avoir élu domicile en leur domicile précédent.

Certifié conforme,
David INDEKEU, Notaire.



